

# ***Une histoire marxiste du stalinisme***

Ne pas rire, ne pas pleurer, mais comprendre. Du côté soviétique, ce que David Rousset appelle la 'nuit des longs couteaux russe' aboutit, entre 1935 et 1941, à l'exécution de plus d'un million de personnes. Non pas des ennemis politiques conscients et déclarés, comme dans tant de régimes autoritaires, non pas des boucs-émissaires pris plus ou moins au hasard ou en fonction des préjugés du moment, mais des individus dont l'élimination était politiquement utile en fonction de leur rôle social et politique. Pour la plupart d'entre eux, des staliniens ou des affidés plus ou moins éloignés du pouvoir lui-même : 110 membres du comité central sur 139, 90% des responsables du parti, 60% des fonctionnaires de l'Internationale communiste, 80% des officiers supérieurs de l'Armée rouge, pour s'en tenir à ces exemples frappants (1). Aussi n'y eut-il pas en Russie de complot des généraux. Non content de liquider les aristocrates, les démocrates, les socialistes, les trotskystes, les croyants, les paysans propriétaires, les généraux, les médecins, les écrivains, les linguistes, les biologistes, et naturellement les Juifs, Staline liquidait aussi les staliniens. Le plus frappant dans le stalinisme, par rapport à Hitler, c'est la répression continue à l'intérieur des milieux gouvernants eux-mêmes. Cela fait une vraie différence par rapport au nazisme, car si l'on met à part le sort fait pour des raisons d'opportunité très précises à quelques hiérarques SA, Hitler fut dans l'ensemble fidèle à ses compagnons des origines. L'événement historique que représente le stalinisme est sans équivalent, ni dans l'Allemagne nazie, ni ailleurs : il est unique, au même titre que, du côté allemand,

---

1 David Rousset, '**La Société éclatée**', Grasset, 1973.

l'extermination planifiée de masse. Nazisme et stalinisme peuvent sans doute nous en apprendre sur les mécanismes universels de la politique, mais ne peuvent se comprendre qu'en envisageant le détail des histoires particulières. L'explication ne peut qu'être historique, c'est à dire chronologique.

Le régime stalinien ne s'explique ni par la seule personnalité de Staline -cela, c'est, curieusement, la théorie échafaudée par Krouchtchev et reprise par le philistinisme occidental - , ni par la seule spécificité russe, ni par la seule idéologie communiste, ni par je ne sais quel virus totalitaire qui aurait flotté dans l'air, ni même seulement, selon l'explication la plus rationnelle et la plus proche de la réalité que nous ayons envisagée jusqu'à présent, par le règne de la technique dans des sociétés de masse. Sa mise en place se comprend comme un enchaînement logique de causes et d'effets à validité universelle dans un contexte particulier : les lendemains de la révolution d'Octobre. Comme l'explique David Rousset, *'la révolution socialiste est d'abord une révolution'* : c'est à dire qu'elle est un affrontement social, politique et militaire. Toute révolution fait entrer dans un processus de violence. La violence stalinienne n'est donc que la continuation d'une violence qui ne doit rien à Staline. Une violence à laquelle chacun, selon ses préférences, pourra trouver des excuses ou des justifications qu'il n'accordera pas à Staline lui-même, mais dont nul ne peut nier la réalité, ni même la continuité avec le stalinisme. Et comme toutes les révolutions sont solidaires en tant que processus reposant sur l'usage de la violence mise au service du progrès, il est impossible, sauf du point de vue du légitimisme contre-révolutionnaire, de faire de Staline quelqu'un qui n'a absolument rien à voir avec nous : je veux dire avec les prétendus acquis démocratiques dont l'Occident est si fier. Les héritiers de Tom Paine, de Cromwell et de Saint-Just ne peuvent pas se laver tout à fait les mains de Staline. Que nous le voulions ou non,

Staline est un peu des nôtres. Il n'est en tout cas pas du côté du légitimisme ou de la réaction.

Le stalinisme, dans sa différence avec le léninisme et les espoirs qu'il représentait d'une émancipation mondiale dans le cadre socialiste, est le produit d'une impasse objective d'une part, et d'une répression délibérée opérée par des forces hostiles d'autre part. La répression délibérée est le facteur le moins décisif : il s'agit de la réaction des pays occidentaux vainqueurs de la Grande Guerre à la révolution bolchévique. De la tentative d'étouffement au moyen du fameux '*cordons sanitaires*' -puisque de tout temps les canailles ont aimé les métaphores. Cela n'eut pas beaucoup d'importance, mais tout de même : il en découle que la France et l'Angleterre, dans leur aveuglement, ne sont pas pour rien dans l'apparition des conditions qui ont rendu possible le stalinisme.

Le facteur décisif est cependant l'impasse objective : la société socialiste était impossible au début du vingtième siècle en raison de l'absence des technologies -l'informatique essentiellement- susceptibles de rendre possible une gestion rationnelle de l'économie. Ceci est, en dernière analyse, la cause originelle du stalinisme dans le contexte d'une société post-révolutionnaire. Dans un premier temps, deux données de fait condamnent dès les années vingt la révolution bolchévique à l'échec : il s'agit d'une part de l'échec de la généralisation attendue à l'ensemble des pays les plus avancés, d'autre part de l'inexistence des moyens statistiques et des outils de communication qui auraient rendu techniquement faisable une planification rationnelle et centralisée de l'économie. Sans ces conditions, deux issues seulement étaient possibles : soit le retour aux mécanismes du marché -c'est ce qu'esquissait le tournant de la '*Nouvelle Economie Politique*' (NEP), auquel Staline mit fin- soit le développement d'une bureaucratie pléthorique, autoritaire et parasitaire : le cours effectivement suivi en Union

soviétique de 1924 à l'effondrement final. Pourquoi et comment l'existence d'un corps social tel que la bureaucratie instituée en classe dominante, collectivement propriétaire des moyens de production et captatrice de la plus-value, devait correspondre à un gouvernement par la terreur est ce que David Rousset montre en détail.

Le mal chronique de la société industrielle et scientifique qui produit la crise économique des années vingt puis la guerre mondiale est toujours le nôtre au début du vingt et unième siècle. Il réapparaît spectaculairement en 2008 sous la forme d'une crise d'endettement, crise bancaire tout d'abord, mais plus fondamentalement crise de déficit des budgets publics des grands pays industrialisés. Il s'agit, en profondeur, d'une contradiction entre l'état des techniques et l'état de la politique que David Rousset décrit à peu près ainsi : de tout temps l'Etat a essayé de tricher avec la vérité des prix afin de limiter les conflits sociaux. Il l'a fait en subventionnant des productions non rentables dans les conditions du marché, et pourtant socialement nécessaires, et même indispensables au fonctionnement du marché et au développement. Plus généralement, il le fait en se substituant à l'acheteur non solvable dans des domaines dont le marché ne permet pas le développement à un niveau nécessaire : santé, éducation et recherche principalement. Ces transferts, anti-économiques dans le cadre d'une économie de marché, se traduisent par des déficits budgétaires et un endettement de l'Etat qui ne font que manifester la contradiction fondamentale entre l'économie de marché et les intérêts supérieurs de l'Humanité. Depuis la mutation technologique amorcée par la Deuxième Guerre mondiale, le déficit planifié remplit une fonction entièrement nouvelle. La puissance reposant désormais sur la possession des technologies les plus avancées, l'exigence de déficit planifié n'est plus portée seulement par les aspirations des populations au bien-être, mais aussi par la volonté de puissance la plus cynique des oligarchies dominantes. Il en résulte que l'état réel de la société

mondiale n'est pas l'opposition antagonique entre le libre-échangeisme associé à la démocratie politique d'une part et l'autoritarisme planificateur d'autre part, mais la constitution dans tous les pays du monde d'un vaste secteur monopoliste d'Etat fonctionnant en association à la fois avec un marché libre-échangiste et avec un secteur informel dénoncé comme criminel mais pourtant intégré à l'économie globale et nécessaire à son fonctionnement. Dans ces associations de logiques contradictoires, qui manifestent la contradiction fondamentale des sociétés industrielles et scientifiques, le rôle financier de l'Etat, seul capable de mobiliser le capital risque à la hauteur des investissements de recherche nécessaires à la production effective des avancées intellectuellement possibles, n'est pas accessoire mais massif. *'La matrice de la société contemporaine, dit David Rousset, se structure en marge du marché et en conflit avec ses mécanismes'*. Un tel schéma n'est pas sans inconvénients : le fait que la motivation de l'intervention de l'Etat soit la recherche de puissance plutôt que des aspirations pacifiques provoque une déformation de l'activité scientifique dans un sens barbare. A l'Ouest, il suppose en outre une contradiction entre l'idéologie du libre-marché et le mode de répartition des revenus et la nécessité de rémunérer les compétences. A l'Est, il crée une puissante contradiction entre la liberté nécessaire à l'activité de recherche et le contrôle social répressif qui permet la captation de la plus-value par une oligarchie obscurantiste et ignare. En dernier ressort, l'histoire du stalinisme n'est que le processus selon lequel s'est imposé, dans le contexte d'une révolution socialiste impossible, cette forme spécifique de capitalisme monopoliste d'Etat.

L'impossibilité objective de dépasser le mode de production capitaliste ne fait pas que condamner la première révolution ; elle détermine aussi la procédure de sa destruction, dit David Rousset. C'est à dire que la suite d'affrontements sanglants qu'une polémique superficielle et mal-intentionnée appelle ***stalinisme*** pour signifier non

pas une idéologie consistante mais une série d'exactions attribuées au mauvais génie d'un seul homme, est en réalité une lutte politique dont les péripéties suivent une logique des forces et des intérêts suffisamment rationnelle pour que son étude détaillée permette de dégager des leçons pour la science politique universelle. Dans ce sens, l'étude de la période stalinienne est tout à fait intéressante.

La trajectoire générale de la destruction de la révolution bolchévique est la suivante : Staline, qui figure, que cela plaise ou non, au nombre des grands génies de la politique en raison principalement de sa capacité de calcul et de prévision, et donc de manipuler les hommes pour monter des machinations susceptibles d'accroître sans cesse son emprise personnelle, identifie le premier, et même le seul, la seule forme possible d'une société organisée dans les conditions produites par l'impasse des années vingt dans la Russie post-révolutionnaire. Cette forme est ce que l'on peut appeler légitimement le *stalinisme*. Rappelons la nature de cette impasse : la société socialiste projetée par Lénine et ses compagnons ne peut se construire qu'avec une technologie non encore disponible et dans un cadre mondial. Le '*socialisme dans un seul pays*' qui devient le mot d'ordre imposé par Staline immédiatement après la mort de Lénine est une contradiction dans les termes : c'est seulement l'étiquette officielle du régime de purges sanglantes et de répression généralisée que l'on peut appeler *stalinisme*. Mais cette forme politique du stalinisme n'est pas un rêve arbitraire de Staline rendu réalité. La Russie des années vingt n'est pas totalement plastique. Staline n'a fait qu'identifier une forme de devenir rendue possible par les rapports de classes existant à un moment donné. En résumé, il a vu qu'il était possible de liquider définitivement la propriété privée renaissante après le tournant de la NEP, de constituer une oligarchie dirigeante vaste et privilégiée, mais dont il garderait la maîtrise en l'empêchant de se stabiliser sur des positions de pouvoir acquises une fois pour toutes. Le

moyen de ce vaste et original projet politique serait la terreur permanente et généralisée, périodiquement exacerbée par des purges spectaculaires dans les milieux dirigeants, l'armée, et les professions influentes ou fonctionnellement cruciales. Le projet politique, parfaitement conscient et rationnel de Staline, c'est de prévenir la reconstitution d'une bourgeoisie à l'occidentale tout en admettant la nécessité d'une classe dirigeante privilégiée. La *'révolution permanente'*, Trotsky en avait parlé, et Staline l'a fait. Que le résultat soit plaisant est une autre affaire.